

SANS JUGEMENT DERRIÈRE LES BARREAUX

**Détention préventive abusive:
 un terrain propice
 aux mauvais traitements
 et à la torture**

Dans de nombreux pays du monde, des personnes restent en détention préventive plus longtemps que la loi ne le permet. Cela signifie qu'elles passent des mois, voire des années en prison, sans qu'aucun tribunal ne les ait encore condamnées. Là où ce phénomène est systématique, les prisons sont désespérément surpeuplées. Les mauvais traitements et la torture y sont monnaie courante. C'est pourquoi le mouvement international des ACAT lutte activement contre la détention préventive abusive.

IMAGE: Tasha Jolley, Unsplash



Action du Vendredi saint 2025

La détention préventive désigne l'emprisonnement d'une personne pendant la durée de l'enquête pénale. La personne est accusée d'une infraction, mais aucune décision de justice n'a encore été rendue. Selon le principe de la présomption d'innocence, toute personne est présumée innocente tant qu'un tribunal ne prouve pas le contraire. Par conséquent, **la détention préventive constitue une grave atteinte au droit à la liberté et à la sécurité. Les tribunaux ne peuvent donc l'ordonner que dans des cas exceptionnels.** Les conditions de la détention préventive sont précisément définies et sa durée strictement limitée.

La détention préventive est abusive lorsqu'un système judiciaire viole ces règles. C'est par exemple le cas lorsqu'il ne respecte pas les délais légaux, ou lorsque la détention est plus longue que la peine que le tribunal peut infliger au suspect. Il peut également arriver qu'une personne soit placée en détention préventive sans base légale, ou que celle-ci soit ordonnée par une autorité qui n'est pas habilitée à le faire.

Lorsque de nombreuses personnes sont abusivement placées en détention préventive, cela signifie générale-

ment que la justice pénale ne traite que lentement, voire pas du tout les dossiers de ces suspects. Souvent, les ressources, les compétences et les contrôles font défaut. Dans les régimes autoritaires cependant, il s'agit souvent d'une stratégie voulue pour réprimer les voix critiques. Dans tous les cas, **l'inertie ou l'inactivité de la justice pénale entraîne une surpopulation carcérale, ce qui est synonyme de mauvaises conditions de détention.** C'est pourquoi de nombreux mécanismes internationaux considèrent la surpopulation carcérale comme une violation de l'interdiction indérogable de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.



ERICKA

MADAGASCAR: 60 DÉTENUS DORMENT SUR 20 M²

«J'ai vu comment, dans une prison avec des milliers de détenus, 200 personnes vivaient dans un petit quartier et ça arrive que 60 personnes doivent dormir dans une seule pièce d'environ 20 m². Ils dorment en rangées, sur des lits en pierre appelés des "banc-flan". Ceux qui ont un petit drap, le mettent au-dessus. Il est impossible de bouger avec autant de gens. Quelqu'un tape dans ses mains à intervalles réguliers: le signal pour que tout le monde se tourne vers l'autre côté.»

«En identifiant des cas de détention préventive dépassant les délais légaux, nous voulons désengorger les prisons. Nous visitons régulièrement quatre prisons dans quatre provinces. Le taux de surpopulation s'y élève à presque 400%. Les greffiers de chaque prison nous fournissent les noms des personnes dont la détention préventive échouera dans les deux prochaines semaines. Pendant leurs visites, nos bénévoles remplissent des fiches standardisées qu'ils transmettent ensuite à l'un des six avocats qui travaillent pour l'ACAT, également des bénévoles. Ces derniers essaient de faire sortir ces gens de la prison. Toujours est-il que de nombreux dossiers restent oubliés par la justice.»

«Les administrations pénitentiaires libèrent les détenus par peur de la venue de l'ACAT.»

«Depuis peu, il arrive qu'il n'y ait soudainement plus de cas de DPA au moment où nos bénévoles arrivent en prison. Les administrations pénitentiaires libèrent les détenus par peur de la venue de l'ACAT. Elles font ainsi semblant d'avoir rempli leurs obligations de leur propre initiative. C'est exactement notre objectif et nous avons moins de travail!»

Ericka Razakanirahina, ACAT-Madagascar

LE PROGRAMME DPA DE LA FIACAT

(FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES ACAT)

Dans le programme Lutte contre la détention préventive abusive (DPA), la FIACAT accompagne plusieurs ACAT africaines depuis 2014.

Le programme:

- forme le personnel judiciaire et pénitentiaire;
- identifie, lors de visites en prison, les cas de détention préventive abusive;
- assure un suivi juridique pour la libération des prévenus.

Ainsi, il contribue activement à réduire la surpopulation carcérale et à améliorer les conditions de détention, tout en œuvrant pour prévenir les pratiques de torture et de mauvais traitements.

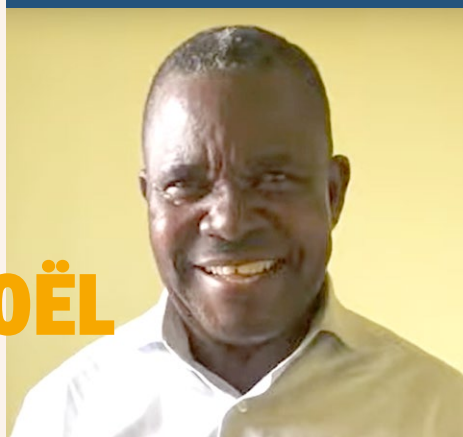
Actuellement, le programme DPA est mené à Madagascar, en République du Congo, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Bénin.



Visite de prison par des bénévoles de l'ACAT-Madagascar

RÉPUBLIQUE DU CONGO: LES DÉTENUS S'ÉMANCIPENT

«J'étais en détention préventive depuis plus d'une année. Un jour, j'ai reçu de l'ACAT le "Guide sur les garanties judiciaires des détenus". Dans ce guide, on parlait des délais de la détention préventive. Le lendemain de la lecture, j'ai fait une demande de mise en liberté. Celle-ci m'a été accordée une semaine plus tard. Le parquet a ensuite clôturé mon dossier, car il reposait sur des motifs arbitraires. [...]



NOËL

Il y a beaucoup de personnes en détention préventive qui savent lire et écrire, mais qui ne connaissent pas ce document. Elles devraient y avoir accès, et même l'emmener à leurs juges et leur dire: "Ma situation n'est pas normale. Où est-ce que vous en êtes dans mon dossier?"»

Noël, ancien détenu congolais
(Témoignage recueilli par la FIACAT)

«SI VOTRE DÉTENTION PRÉVENTIVE SE PROLONGE, QUE FEREZ-VOUS?»

En 2019, l'ACAT-Côte d'Ivoire, la FIACAT et ses partenaires ont mené une étude sur la DPA dans ce pays. Cette étude a notamment évalué si les personnes en détention préventive comprenaient bien la procédure judiciaire. Comment réagiraient-elles si la détention préventive devait durer? Saisissaient-elles assez bien leur situation juridique pour y remédier personnellement, à plus forte raison si leurs conditions de détention sont difficiles à supporter?

192 détenus ivoiriens ont répondu à cette question: «Si votre détention préventive se prolonge, que ferez-vous?» Les principaux mots-clés de leurs réponses sont présentés dans le nuage ci-dessous. La taille des caractères reflète la fréquence des solutions envisagées par les participants.

Rien
Liberté provisoire Sortir
Me tuer Personne
Je ne sais pas
Parents Attendre
Aider Seul Dieu
Avocat Demandeur pardon Jugement

Source: «Présumé.e innocent.e?
Étude sur la détention
préventive en Côte d'Ivoire»,
ACAT-Côte d'Ivoire, FIACAT et
CERDAP, 2020

L'analyse montre pour une large majorité le désœuvrement dans lequel les prévenu.e.s se trouveraient si leur détention préventive venait à se prolonger. Seules deux personnes sur 192 ont déclaré qu'elles chercheraient un avocat, et seulement trois bénéficiaient déjà d'un accompagnement juridique.

DÉTENTION PRÉVENTIVE EN SUISSE

Les institutions internationales attestent certes qu'en Suisse, les conditions en détention préventive sont en principe bonnes, mais elles relèvent également que de nombreuses améliorations sont nécessaires.

En janvier 2025, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)* a publié un rapport sur la visite qu'il avait effectué un an plus tôt dans quatre cantons suisses. Dans son rapport, le CPT écrit: «La hausse significative de la population carcérale et du nombre de prévenus pose à nouveau la question de la surpopulation carcérale en Suisse romande, notamment dans les cantons de Genève et de Vaud. Au moment de la visite, le taux d'occupation de la prison de Champ-Dollon était de 132 % et celui de la prison du Bois-Mermet avait atteint 166 %. Ceci a des effets déplorables sur les conditions de détention des prévenus et les conditions de travail du personnel.»

Pour le CPT, une part importante des mauvais traitements recensés lors de sa visite sont directement liés aux conditions spécifiques qui encadrent la détention préventive. Le Comité déplore en particulier le nombre restreint d'activités proposées à ces détenus, les limitations injustifiées de leurs accès aux soins, une prise en charge psychiatrique souvent lacunaire, ainsi qu'une forte restriction de leurs contacts avec l'extérieur.

* Le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) est une institution du Conseil de l'Europe.



CAMEROUN: DES MINEURS EN DÉTENTION PRÉVENTIVE ABUSIVE

Dans de nombreux endroits, même les enfants sont victimes de détention préventive abusive. C'est le cas à la prison de Kondengui à Yaoundé, la capitale du Cameroun. Les jeunes à partir de treize ans y passent souvent des mois ou des années en prison, la plupart du temps pour des délits mineurs, sans qu'un tribunal ne rende de jugement. Les conditions sanitaires précaires et la malnutrition en prison provoquent chez de nombreux jeunes des maladies chroniques de la peau et des yeux. Les soins de santé sont minimes. Chaque année, un à deux des quelque 150 jeunes détenus meurent.

EMINED, un partenaire de projet de l'ACAT-Suisse, organise un avocat pour ces jeunes. La plupart d'entre eux sont libérés dès

qu'un jugement est enfin rendu. Dans de nombreux cas, ils ont été détenus plus longtemps que leur peine ne le prévoit finalement. L'ACAT-Suisse collecte des dons liés pour cette assistance juridique.

En savoir plus ou faire un don pour
EMINED: www.acat.ch/fr/emined

DPA:
détention
préventive
abusive

Agir ensemble contre la détention préventive abusive

La Côte d'Ivoire est un pays emblématique du problème de la détention préventive abusive (DPA) en Afrique. **Près de 40 % des détenus y sont actuellement en attente de jugement.** Cela entraîne une surpopulation carcérale importante et des risques avérés de torture et de mauvais traitements.

En 2014, l'ACAT-Côte d'Ivoire (ACAT-RCI) et la FIACAT ont lancé un programme de lutte contre ce problème structurel. L'ACAT-RCI et ses partenaires ont identifié de nombreux cas de DPA dans dix prisons. Grâce à des formations et des actions de sensibilisation, les autorités

ont pris conscience du problème. Malgré cela, ces dernières restreignent de plus en plus l'accès de la société civile aux prisons. Une ordonnance gouvernementale, qui devrait bientôt être soumise au vote du Parlement, risque de limiter encore plus leur champ d'action.

La situation aurait dû s'améliorer depuis que la Côte d'Ivoire a ratifié le Protocole facultatif à la Convention contre la torture de l'ONU (OPCAT) en 2023. Le pays s'est obligé à mettre en place un mécanisme national de prévention de la torture qui visite les lieux de détention. Mais sa mise en œuvre se fait attendre.

Signez la pétition ci-jointe pour enjoindre le ministre de la Justice de Côte d'Ivoire:

1. de mettre en place un mécanisme national de prévention de la torture en Côte d'Ivoire;
2. de garantir le plein accès aux lieux de détention pour les représentants de la société civile;
3. de modifier ou abroger l'ordonnance limitant leurs activités.

→ Des feuilles de pétition sont également disponibles en ligne:

www.acat.ch/vendredisaint-2025

Prière de retourner vos signatures à l'ACAT-Suisse jusqu'au lundi 28 avril 2025

**Ensemble pour un monde
sans torture ni peine de mort**

Votre don fait la différence!

Compte bancaire de l'ACAT-Suisse:
CH16 0900 0000 1203 9693 7

Faire un don ligne:
www.acat.ch/faire-un-don



Cette action ainsi qu'un modèle d'annonce de collecte pour votre église:

www.acat.ch/vendredisaint-2025

**Faites un don avec
TWINT!**

Scannez le code QR avec
l'app TWINT

Confirmez le montant et
le don



**Lanternes et cartes
de correspondance de l'ACAT
disponibles gratuitement:**
info@acad.ch ou +41 (0)31 312 20 44



Impressum

Éditrice ACAT-Suisse **Rédaction** Etienne Cottier, Katleen De Beukeleer (coordination, k.debeukeleer@acad.ch), Bettina Ryser Ndeye **Conception** Katleen De Beukeleer **Images** page 2: ACAT-Madagascar / FIACAT; page 3: EMINED

Impression Funke Lettershop AG, Zollikofen

ACAT-Suisse – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture • Speichergasse 29 • CH-3011 Berne

Tél. +41 (0)31 312 20 44 • www.acat.ch • info@acad.ch

IBAN: CH 16 0900 0000 1203 9693 7



facebook.com/ACATSuisse



instagram.com/acad_ch



**Votre don en
bonnes mains.**

Abonnez-vous à nos actions via mail à info@acad.ch ou suivez-nous sur www.acat.ch ou sur les réseaux sociaux!